

LETTR E OUVERTE AUX DEPUTES EUROPEENS

Le Mouvement européen et ses membres collectifs se félicitent pour l'adoption de la résolution adoptée le 15 mai 2020 par le Parlement Européen sur le nouveau CFP, les ressources propres et le plan de relance par une large majorité. Nous allons examiner dans les prochains jours les éléments essentiels de cette résolution dont nous partageons largement leur esprit en vue des décisions qui seront assumées par la Commission le 27 mai 2020 en espérant qu'elle ait le courage de se libérer de l'étreinte mortelle du Conseil européen, du Conseil de l'Union et de l'Eurogroupe.

La ligne rouge du PE s'inscrit dans le droit fil de l'action menée par l'Assemblée pendant sa première législature avec l'engagement collectif du PPE, du Groupe Socialiste et des Libéraux y compris les conservateurs britanniques, les radicaux et les communistes italiens et grâce au moteur de Altiero Spinelli :

- En décembre 1978, le PE imposa au Conseil et à la Commission le montant global du Fonds Régional (l'ancêtre du European Recovery Fund),
- En décembre 1979, le PE rejeta le projet de budget européen pour l'année 1980, dont la négociation était bloquée au sein du Conseil à cause du « *I want my money back* » de Margaret Thatcher,
- En avril 1981, le PE proposa une réforme profonde du système des ressources propres y compris l'instrument des emprunts garantis par le budget européen en demandant d'appliquer le principe « *no taxation without representation* » via la codécision de l'Assemblée et le vote à la majorité dans le Conseil,
- Et enfin, en février 1984, le PE adopta à une large majorité le « projet de traité instituant l'Union européenne » en s'inspirant de l'initiative du « *Club Crocodile* » dont nous allons célébrer le 9 juillet 2020 son quarantième anniversaire.

La large majorité du vote exprimé le 15 mai 2020, allant de la gauche à la droite et en passant par le centre, représente une coalition constituante puisque les constitutions sont élaborées, adoptées et modifiées par des larges majorités.

Face au *lockdown* dans le Conseil européen et dans le Conseil sur le QFP et sur les ressources propres et donc sur le budget qui est l'instrument pour réaliser les politiques communes et face au silence des gouvernements sur la réforme du système européen qui est l'instrument pour assurer l'avenir des politiques communes, nous estimons que le PE devrait saisir cette occasion historique de jouer le rôle de leadership qu'il a revendiqué dans les résolutions des 15 janvier et 17 avril en ouvrant une nouvelle phase constituante.

Il faut réagir à l'insistance des juges constitutionnels allemands sur la nature confédérale de la construction européenne en affirmant: Passons d'une communauté *sui generis* à une communauté fédérale.



Pour cela, le consensus des citoyennes et des citoyens européens est essentiel et il pourra être construit par des *agora* transnationales organisées par le PE – et non pas à travers des simples consultations *online* – tout comme par la construction de majorités innovantes dans les parlements nationaux en passant par des « assises interparlementaires » selon le modèle suivi en novembre 1990 à Rome à la veille des Conférences sur l'Union politique et l'UEM à l'initiative des parlements européen, italien et belge.

Nous restons à votre disposition pour examiner des initiatives communes en y impliquant les conseils nationaux d'autres pays membres et les réseaux de la société civile qui travaillent au sein de nos mouvements. Nous vous envoyons enfin nos salutations avec cordialité et meilleurs vœux pour un bon travail.

PIER VIRGILIO DASTOLI, [Mouvement européen Italie](#)

FRANCISCO ALDECOA LUZARRAGA, [Mouvement européen Espagne](#)

Rome, Madrid, 18/05/2020